



**ARRETE PORTANT PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION
SIMPLIFIEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE LA
COMMUNE DELEGUEE DE LA PERRIERE**

N° 485/2017

Codification ACTE : 212

Le Maire de la Commune de COURCHEVEL,

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-36 et L. 153-41 et suivants ;
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 30 mai 2006 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de La Perrière ;
- **VU** les 4 modifications du P.L.U. approuvées entre 2007 et 2016 ainsi que sa révision simplifiée n°1 approuvée le 19 septembre 2013 ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre dudit P.L.U., un emplacement réservé n°14 a été instauré à Champétel, sur, entre autres, la parcelle cadastrée section ZC n°77 (d'une superficie de 439 m²) en vue de la réalisation d'un équipement public ;
- **CONSIDERANT** que par courrier en date du 08 octobre 2015, la propriétaire de la parcelle susmentionnée a fait valoir son droit de délaissement tel qu'il est défini par l'article L. 152-2 du Code de l'Urbanisme en exigeant de la commune de La Perrière qu'elle acquiert ledit terrain ;
- **CONSIDERANT** que depuis cette mise en demeure la collectivité n'a formulé aucune offre en vue de se porter acquéreur de cette parcelle ;
- **CONSIDERANT** que, dans ces conditions, il s'avère nécessaire de supprimer l'emplacement réservé n°14 ;
- **CONSIDÉRANT** que la modification ainsi envisagée ne relève pas de la procédure de révision dans la mesure où elle n'est pas de nature à :
 - changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
 - réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
 - réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
 - ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf (9) ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;

- **CONSIDÉRANT** que la modification envisagée relève d'une procédure de modification simplifiée dans la mesure où elle ne :

- diminue pas les possibilités de construire ;
- majore pas plus de 20% les possibilités de construire de la zone UA ;
- réduit pas une zone urbaine ou à urbaniser ;

- **CONSIDÉRANT** que le Conseil Municipal a, au cours de sa séance du 26 octobre 2017, été informé du principe de mise en œuvre de la procédure de modification simplifiée n°2 du P.L.U. de la commune déléguée de La Perrière ;

- **CONSIDÉRANT** la décision du Conseil d'État n°400420 du 19 juillet 2017 annulant partiellement le décret du 28 décembre 2015 relatif à la modernisation du contenu des P.L.U. et donc l'obligation de consulter l'Autorité Environnementale sur le projet de modification simplifiée ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de La Perrière.

ARTICLE 2 : La modification simplifiée n°2 du P.L.U. de la commune déléguée de La Perrière aura pour objet de supprimer l'emplacement réservé n°14 situé à Champétel.

ARTICLE 3 : Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification, avec l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées du P.L.U., pendant un mois, dans les conditions lui permettant de formuler ses observations, seront définies par délibération du Conseil Municipal.


A l'issue de la mise à disposition, le Maire en présentera le bilan devant le Conseil Municipal, qui en délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera :

- Transmis à Madame le Sous-Préfet d'Albertville ;
- Notifié, avec le dossier du projet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'à l'Autorité Environnementale ;
- Affiché en Mairie.

Fait à Courchevel,
Le 31 octobre 2017.

Le Maire,


Philippe MUGNIER

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : 2.1.2 - modification simplifiée n.2 du PLU de La Perrière

Date de transmission de l'acte : 07/11/2017

Date de réception de l'accusé de
réception : 07/11/2017

Numéro de l'acte : 485-2017 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 073-200064038-20171031-485-2017-AR

Date de décision : 31/10/2017

Acte transmis par : Catherine CACHARD-CALVEZ

Nature de l'acte : Actes réglementaires

Matière de l'acte : 2. Urbanisme
2.1. Documents d'urbanisme